



Istanbul, Turquie, Dimanche 4 octobre 2009

**INTERVENTION DE MONSIEUR MOHAMMED LAKSACI , GOUVERNEUR DE LA
BANQUE D'ALGERIE AU COMITE INTERNATIONAL MONETAIRE ET FINANCIER AU
NOM DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'AFGHANISTAN, DE L'ALGERIE, DU
GHANA, DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, DU MAROC, DU PAKISTAN ET
DE LA TUNISIE**

Nous sommes encouragés par les développements positifs récents au niveau de l'économie mondiale et des conditions financières internationales. De fortes actions de politique publiques de la part d'un grand nombre de pays avancés et en développement ont été déterminantes pour soutenir la demande, préserver le système financier d'un collapse mondial et d'une dépression mondiale drastique. Le Fonds Monétaire International a déployé des efforts sans précédent pour aider les pays membres à faire face à la crise, facilitant la coordination des politiques, fournissant un soutien financier considérable et injectant de la liquidité dans l'économie globale. Bien que ces développements positifs incitent à l'optimisme, ils ne doivent pas mener à la complaisance, la reprise globale n'étant pas encore fermement ancrée. Il est essentiel que d'éviter un retrait prématuré de l'impulsion tout en se préparant à un retrait coordonné et en temps opportun des politiques exceptionnelles de soutien. Il est également crucial de renforcer la régulation et la supervision du secteur financier pour un meilleur fonctionnement du système. Un autre défi important à relever est celui de la nécessaire accélération des efforts pour aider les pays à faibles revenus à surmonter l'impact de la crise et à atteindre de leurs objectifs en matière de croissance et de réduction de la pauvreté. Nous saluons les récentes mesures prises par le FMI à cet égard et appelons à une rapide mise en œuvre des engagements réitérés des donateurs, y compris dans le contexte du récent sommet du G20.

La crise globale souligné davantage l'importance cruciale du Fonds Monétaire International dans l'architecture globale. Nous saluons le large consensus partagé, sur la nécessité de renforcer l'institution afin de lui permettre de s'acquitter de manière effective son mandat. Au vu des développements rapides au niveau de l'économie

mondiale et du rôle central du Fonds Monétaire International dans la promotion de la stabilité monétaire et financière internationale, nous convenons que son rôle de surveillance pour inclure la stabilité macro financière. Des efforts continus pour renforcer la capacité et l'expertise du Fonds monétaire International dans ses domaines essentiels, assurer la disponibilité de ressources permanentes adéquates, y compris à travers le doublement des ressources en quote-parts, et améliorer la gouvernance permettront de renforcer la pertinence et la légitimité de l'institution au bénéfice de l'ensemble des pays membres.

En dépit des récents progrès en matière d'amélioration de voix et de la représentation, beaucoup reste à faire pour réaliser le rééquilibrage de la représentation des membres. Une réforme fondamentale des quotas, y compris à travers une formule de calcul des quote-parts, révisée pour tenir compte des besoins des pays emprunteurs, est centrale pour atteindre cet objectif. Cette réforme doit résulter sur un transfert significatif des parts de vote des pays avancés vers les pays en développement, sans que ce transfert ne se fasse au détriment d'autres pays en développement ou de pays à faibles revenus. De plus, les augmentations de quote-parts doivent inclure un élément équi-proportionnel afin que les ajustements se fassent plus graduellement.

Nous attendons avec intérêt davantage de travail et de discussions sur les autres éléments de la réforme globale de la gouvernance du Fonds Monétaire International. Nous demeurons ouverts aux propositions en cours pour renforcer le rôle du Comité Monétaire et Financier International. En particulier, nous supporterions une présidence sous forme de troïka, avec une durée réduite du mandat du Président du Comité, afin d'assurer la continuité.